



**HAL**  
open science

## L'Ouzbékistan après Islam Karimov : continuité institutionnelle et changements structurels

Julien Thorez

► **To cite this version:**

Julien Thorez. L'Ouzbékistan après Islam Karimov : continuité institutionnelle et changements structurels. Les Études du CERI, 2019, 241-242, pp.18 - 23. hal-03457643

**HAL Id: hal-03457643**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03457643>**

Submitted on 30 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **L'Ouzbékistan après Islam Karimov : continuité institutionnelle et changements structurels** *par Julien Thorez*

L'Ouzbékistan est entré dans une période d'intenses changements depuis l'arrivée à la présidence de la République de Chavkat Mirziyoev, successeur d'Islam Karimov, qui avait dirigé le pays de la fin de la période soviétique jusqu'à son décès, officiellement survenu le 2 septembre 2016. Si le cadre constitutionnel n'a pas été formellement respecté à la lettre – Nigmatilla Yuldashev, président du Sénat, n'a pas assuré l'intérim avant l'organisation de nouvelles élections –, la succession s'est déroulée sans désordre, après des arbitrages au sein de l'élite politique et économique<sup>1</sup>. Alors que les cercles diplomatiques comme la sphère médiatique – hors d'Ouzbékistan – avaient exprimé leur crainte de voir le pays s'enfoncer dans la crise, Chavkat Mirziyoev, Premier ministre depuis 2003, choisi pour diriger le pays, a été élu président de la République au suffrage universel direct le 4 décembre 2016, avec 88 % des voix.

L'Ouzbékistan n'a pas à proprement parler changé de régime, mais depuis l'automne 2016, il mène des réformes politiques, économiques et sociétales à un rythme très soutenu. Celles-ci vont dans le sens d'une libéralisation politique et économique, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Leur dimension structurelle incite certains observateurs à avancer l'hypothèse que le pays connaît une période de changements d'une ampleur comparable à celle observée en URSS pendant la perestroïka<sup>2</sup>.

### **De nouvelles relations entre l'Etat et la société**

Si l'accession de Chavkat Mirziyoev au pouvoir s'est déroulée sans à-coups dans la continuité du pouvoir karimovien, le nouveau président a immédiatement imprimé sa marque en proposant des inflexions majeures par rapport à la trajectoire suivie par l'Ouzbékistan depuis son indépendance<sup>3</sup>. Elles visent toutes à atténuer le contrôle exercé par l'Etat sur la société et sur l'économie.

Dans le domaine politique, il a pris l'initiative de réformer les organes de sécurité. Le périmètre d'action du SNB – Služba nacional'noj bezopasnosti (Service de la sécurité nationale) –, qui était un véritable Etat dans l'Etat, a été réduit, et une partie de ses attributions a été confiée au ministère de l'Intérieur tandis qu'il était rebaptisé SGB – Služba gosudarstvennoj bezopasnosti (Service de la sécurité de l'Etat). Parallèlement, un nombre significatif des cadres et des dirigeants de cette institution ont été mis à l'écart. Rustam Inoiatov,

---

<sup>1</sup> S. Horak, « Leadership succession in Turkmenistan and Uzbekistan : Between stability and instability », *Central Asian Affairs*, Vol. 5, n° 1, 2018, pp. 1-15.

<sup>2</sup> R. Genté « Perestroïka à l'ouzbègue », *Politique internationale*, n° 160, 2018, [http://www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id\\_revue=161&id=1725&search=&content=texte](http://www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id_revue=161&id=1725&search=&content=texte)

<sup>3</sup> L. Adams, *The Spectacular State. Culture and National Identity in Uzbekistan*, Durham, Duke University Press, 2010.

**Carte 3**  
**L'Ouzbékistan et son environnement régional**



qui dirigeait le SNB depuis 1995, a ainsi été démis de ses fonctions, tout en conservant un mandat de sénateur. Ces mesures, qui dévoilent les contours de la recomposition en cours de l'élite politique et économique, accompagnent une remise en cause des pratiques oppressives, répressives et prédatrices du SNB sur les acteurs sociaux, économiques et politiques.

Sans être devenue une démocratie multipartite concurrentielle, l'Ouzbékistan se transforme donc rapidement, car le nouveau pouvoir, s'il a conservé le cadre constitutionnel adopté en 1992, cherche à modifier les relations entre l'Etat et la société. Dans cette perspective, les autorités ont créé une interface numérique<sup>4</sup> destinée à permettre aux administrés d'adresser directement leurs commentaires, leurs critiques ou leurs requêtes à l'administration présidentielle, qui est censée y répondre dans des délais courts. Depuis sa mise en service, plusieurs millions de messages destinés au Président, portant sur tous les domaines de la vie quotidienne et de la vie publique, ont été enregistrés. S'il est quelquefois critiqué, ce dispositif rompt avec le silence qui prévalait auparavant et la crainte généralisée suscitée par les organes de sécurité. Il prend d'autant plus d'importance que l'activité de la presse bénéficie aussi de ce climat d'ouverture. Les formes de contrôle et d'autocensure n'ont pas totalement disparu, mais depuis le printemps 2017, la pression sur les médias a décliné, Chavkat Mirziyoev indiquant considérer que les critiques, qu'elles proviennent de la sphère médiatique ou de l'opposition politique, permettent de pointer

<sup>4</sup> [www.pm.gov.uz](http://www.pm.gov.uz)

des problèmes auxquels l'Etat doit répondre. Le retour en Ouzbékistan d'opposants historiques au régime karimovien témoigne lui aussi de ce climat d'ouverture.

L'allègement des contraintes étatiques s'exprime également dans le domaine religieux. Tout en demeurant un pays laïc, l'Ouzbékistan développe une politique qui reconnaît une place à la religion, en particulier à l'islam sunnite hanéfite qui est considéré comme l'islam national et traditionnel. En s'appuyant sur les institutions héritées de l'islam soviétique, au premier rang desquelles la Direction des musulmans d'Ouzbékistan, les autorités promeuvent une vision tolérante de la religion et favorisent la connaissance de l'islam, considérant le savoir comme un rempart face à l'islamisme. Elles offrent également une plus grande liberté aux pratiques religieuses ordinaires (prières, fêtes, pèlerinages...). Pour autant, l'Etat n'a pas abandonné la surveillance ni la répression des courants extrémistes, car sans être un foyer de l'islam radical, l'Ouzbékistan a vu des centaines de ses ressortissants rejoindre le Proche et le Moyen-Orient pour combattre au sein de forces djihadistes, et certains d'entre eux perpétrer des actes terroristes en Europe et en Amérique du Nord. Après les revers de l'« Etat islamique » en Irak et en Syrie, les autorités prêtent une grande attention aux potentiels retours de combattants en Ouzbékistan, tandis qu'en Afghanistan, plusieurs groupes ouzbeks, tel le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, combattent depuis les années 1990 aux côtés des talibans et, désormais, de l'« Etat islamique ».

La place de l'Etat est aussi redéfinie dans la sphère économique, alors que le pays a gardé une économie administrée depuis l'indépendance. Tout en conservant un rôle fondamental, l'Etat s'est engagé sur la voie d'une libéralisation et d'une internationalisation de l'activité économique, confiant dans les effets sociaux et politiques à moyen et long termes de cette nouvelle orientation. C'est ainsi qu'il a décidé en septembre 2017 de permettre la libre convertibilité du sum. Cette nouvelle politique monétaire, qui met fin à l'existence de plusieurs taux de change parallèles – officiel et informel – a été conçue pour faciliter la vie quotidienne et encourager l'activité des entreprises, notamment des investisseurs étrangers, mais également pour limiter l'influence du SNB qui régulait le marché non officiel des devises. Plus largement, la politique conduite par le nouveau pouvoir vise à stimuler la croissance en favorisant l'initiative privée, en modernisant l'appareil productif et en diversifiant les productions. Dans l'agriculture, qui emploie encore près de la moitié de la population active, elle se traduit en particulier par d'importants investissements dans le matériel agricole – ce qui questionne le devenir d'une partie de la main-d'œuvre – ou par le développement de la production de fruits et de légumes (plutôt que celle du coton), dans le cadre d'une filière pensée pour approvisionner le marché national aussi bien que le marché international<sup>5</sup>. Cette réorientation de la politique économique touche l'ensemble des secteurs d'activité. Dans le but de stimuler le transport aérien, l'Etat réfléchit ainsi à créer des compagnies concurrentes, en procédant au démantèlement de la compagnie nationale Uzbekistan Airways. S'appuyant sur un assouplissement des règles et des démarches administratives, la nouvelle politique économique s'accompagne d'une réforme

---

<sup>5</sup> T. Trevisani, *Land and Power in Khorezm. Farmer, Communities, and the State in the Uzbekistan's Decollectivisation*, Berlin, LIT Verlag, 2011.

fiscale, qui doit entrer en vigueur en janvier 2019 et qui vise notamment à alléger la charge fiscale des entreprises et à supprimer la progressivité de l'impôt.

Ces différentes mesures contribuent à mettre en mouvement une société qui fut longtemps soumise à l'autorité de l'Etat et de ses organes. Elles s'accompagnent de la volonté d'arrimer l'Ouzbékistan à la mondialisation, en tissant de nouvelles relations avec les acteurs régionaux et mondiaux.

### **Ouverture des frontières et coopérations internationales**

Après son indépendance, l'Ouzbékistan a suivi une voie de développement autocentrée, fonctionnalisant ses nouvelles frontières au point d'en faire, à certains égards, des barrières. Elément essentiel de la « construction territoriale de l'indépendance », cette politique visait à individualiser et à unifier le territoire national ouzbékistanais<sup>6</sup>. Mais elle avait également pour objectif d'assurer le contrôle de l'Etat sur la circulation des personnes, des marchandises et des idées. Elle s'accompagnait de relations difficiles avec les pays centrasiatiques.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Chavkat Mirziyoev, la politique régionale a été infléchie, et les relations s'améliorent en particulier sensiblement avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Le Président s'est rendu en visite d'Etat à Astana en mars 2017, à Bichkek en septembre 2017, à Douchanbe en mars 2018, à Achgabat en mars 2017, et il a reçu en Ouzbékistan ses homologues centrasiatiques, s'impliquant franchement dans une diplomatie régionale que son prédécesseur avait délaissée. La volonté du nouveau pouvoir d'abandonner une logique de confrontation au profit d'une logique de coopération a permis de lever plusieurs points de désaccord. La construction par le Tadjikistan du barrage de Rogun sur le Vakhsh n'est plus un objet de tension et de conflit comme durant la présidence d'Islam Karimov. Les négociations sur la délimitation des frontières du Ferghana avancent positivement, tandis que l'Ouzbékistan a annoncé vouloir procéder au déminage de sa frontière commune avec le Tadjikistan.

Parallèlement, le pays a décidé d'alléger les dispositifs d'encadrement de la mobilité internationale alors que la configuration des territoires centrasiatiques fait de cette question un enjeu majeur, la majorité de la population de la région résidant à proximité d'une frontière. Les autorités ont supprimé les visas de sortie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et ont mis fin au système de visa qui avait été imposé aux ressortissants du Tadjikistan à la fin des années 1990, malgré l'accord signé à Bichkek en 1992 garantissant la libre circulation des citoyens de la CEI. Entrée en vigueur le 16 mars 2018, cette mesure a permis à plus d'un million de Tadjikistanais de se rendre en Ouzbékistan dans l'année ; réciproquement, le territoire tadjikistanais a été ouvert aux Ouzbékistanais. Cette normalisation s'est concrétisée dans le domaine des transports par le rétablissement des liaisons aériennes entre les deux pays, qui étaient interrompues depuis 1992. De même, des relations ferroviaires ont été instaurées entre l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, notamment entre

---

<sup>6</sup> J. Thorez, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : Etats, nations et régions en recomposition », *Cybergeo*, 2011, <http://cybergeo.revues.org/23707>

Tachkent et Almaty et entre Samarkand et Astana. Par ailleurs, des autocars relient désormais différentes villes d'Ouzbékistan à des villes du Kazakhstan, du Tadjikistan et du Kirghizstan. Il existe ainsi des liaisons régulières entre Tachkent et Khodjent, Tachkent et Chymkent, ou Tachkent et Almaty. Autorisé par la perméabilité croissante des frontières, cet essor des liaisons régionales rompt radicalement avec la dynamique de cloisonnement observée pendant deux décennies. Accompagnant une volonté de développer des partenariats économiques, il porte les germes d'un repositionnement de l'Ouzbékistan au cœur des enjeux centrasiatiques.

La politique d'ouverture impulsée par le nouveau président concerne également les relations avec les acteurs politiques et économiques internationaux. Les autorités ouzbékistanaises cherchent non seulement à se placer sur l'échiquier politique international, à travers leur implication dans le règlement de la question afghane, par exemple, mais également à renforcer leurs relations avec les puissances mondiales – asiatiques, européennes et nord-américaines –, ce dont ont notamment témoigné les visites de Chavkat Mirziyoev aux Etats-Unis ou en France. Des investisseurs occidentaux se sont parallèlement engagés sur le marché ouzbékistanais. PSA a ainsi décidé d'ouvrir une usine de production de véhicules utilitaires à Djizakh, entre Tachkent et Samarkand. Succédant à une longue décennie de discorde, consécutive à la répression des événements d'Andijan en 2005, ce réchauffement des relations avec les pays occidentaux ne s'effectue pas au détriment de la Chine ni de la Russie, qui conserve un rôle essentiel dans le pays même si l'Ouzbékistan n'a pas intégré l'Union économique eurasiatique. Outre les relations officielles, politiques et économiques, les deux pays sont en effet liés par l'importante population migrante originaire d'Ouzbékistan qui travaille et vit saisonnièrement ou temporairement en Russie – selon les données du service fédéral des migrations russe, les Ouzbeks y seraient environ deux millions. De son côté, la Chine occupe en Ouzbékistan, comme dans l'ensemble des pays centrasiatiques, une place majeure, qui n'est pas démentie par le développement du programme « Nouvelle route de la soie », désigné d'abord sous le vocable de « One Belt One Road » (OBOR) puis de « Belt and Road Initiative » (BRI), lancé en 2013 par Xi Jinping<sup>7</sup>.

La volonté d'ouverture amène enfin l'Ouzbékistan à promouvoir le développement du tourisme. L'Etat souhaite valoriser le patrimoine des cités historiques de la route de la soie (Boukhara, Khiva, Samarkand) et accueillir un nombre croissant de touristes internationaux et régionaux. D'importants contrats ont été signés dans ce domaine à l'occasion de la visite du président Mirziyoev à Paris en octobre 2018. Les autorités de Tachkent prêtent également une grande attention à l'essor du tourisme intérieur, soutenant les voyages vers les hauts lieux de la culture nationale, une politique très positivement perçue par la population.

\*  
\*   \*

---

<sup>7</sup> J. Thorez, « La "nouvelle route de la soie" : une notion porteuse d'illusion », *Questions internationales*, 2016, n° 82, pp. 33-41. Voir également le chapitre de T. Sollogoub et T. Pasquet dans ce volume.

Aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international, l'Etat ouzbékistanais prend ses distances avec la politique menée par l'ancien président, ce qui assure à Chavkat Mirziyoev une réelle popularité. Les autorités célèbrent néanmoins avec emphase la figure d'Islam Karimov. A Tachkent, l'ancien palais présidentiel a été transformé en musée consacré à sa personnalité et à son œuvre ; il est principalement visité par des écoliers et des étudiants. Un mausolée a été édifié à Samarkand, sa ville natale. Implanté à proximité de la mosquée Hazrat Khizr, à l'extrémité méridionale d'Afrosyab, l'ancienne ville antique, il est devenu un important lieu de pèlerinage. A la différence du mausolée de Tamerlan ou de la célèbre place du Registan, qui sont des étapes majeures des « voyages sur la route de la soie », il est presque exclusivement fréquenté par des citoyens ouzbékistanais. Quoiqu'il en soit, deux ans après l'accession au pouvoir de Chavkat Mirziyoev, l'Ouzbékistan change rapidement. Son évolution surprend nombre d'observateurs, intéresse particulièrement ses voisins, et suscite d'importants espoirs dans la population<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Sitographie : [www.novastan.org](http://www.novastan.org), [www.kun.uz](http://www.kun.uz), [www.gazeta.uz](http://www.gazeta.uz), [www.ferghana.ru](http://www.ferghana.ru)

**Pour citer ce chapitre** : Julien Thorez, « L'Ouzbékistan après Islam Karimov, continuité institutionnelle et changements structurels », in A. de Tinguay (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018/Les Etudes du CERI*, n° 241-242, février 2019 [en ligne : [www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude](http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude)].